

Rapport Annuel International

2021



**SOS VILLAGES
D'ENFANTS**

Tout enfant a besoin de sentir sur lui le regard d'une personne attentive qui restera toujours à ses côtés, quoi qu'il arrive. Pourtant, aujourd'hui, **un enfant ou jeune sur dix** est séparé de sa famille, abandonné, négligé ou contraint à vivre dans un environnement dans lequel il est exposé à de mauvais traitements ; et il grandit ainsi sans le soutien nécessaire pour se préparer à affronter l'avenir.

Chaque jour de tels drames se produisent, dans tous les pays, dans toutes les villes, dans tous les quartiers. Les conséquences de ces phénomènes s'étalent souvent sur toute une vie, créant un cycle néfaste qui se répète d'une génération sur l'autre.

Changer cela est notre raison d'être.

Tisser des
liens profonds
avec un enfant
a le pouvoir
de changer le monde.

Un message des jeunes

Duangchai, 23 ans, a grandi en prise en charge de type familial au Laos. En 2021, diplômée de l'université, elle a créé sa propre entreprise, refusant de se laisser ralentir par les difficultés liées à la pandémie. De plus, elle représente le Laos au sein de la Coalition internationale des jeunes de SOS Villages d'Enfants.

La pandémie de covid-19 a perturbé le monde entier. Pour beaucoup de jeunes ambitieux, la vie s'est arrêtée ; nous avons commencé à perdre espoir en voyant nos études, nos stages, chaque aspect de notre vie chamboulé.

Bien sûr, nous voulions d'abord nous protéger du coronavirus, mais nous avons aussi toujours été inquiets pour la suite. Comment allons-nous finir nos études, quand reverrons-nous nos amis, comment survivre sans travail ? J'ai essayé de mettre plein de choses en place, parce que j'ai compris qu'il était important d'avoir des économies. J'ai grandi en prise en charge de remplacement et je vivais dans un hébergement semi-indépendant, donc je supposais que mon avenir serait sombre.

Mais je suis créative et pendant le confinement, j'ai décidé de donner vie à mes idées : aujourd'hui, je suis la fondatrice et PDG d'une entreprise d'éco-impression.

Je fais la promotion de mon entreprise sur Facebook et j'installe des stands pour augmenter mes ventes. Pour subvenir à mes besoins financiers, j'ai trouvé un travail dans l'hôtellerie grâce à une formation sur la rédaction de CV et la candidature proposée par SOS Villages d'Enfants au Laos. J'ai prévu de leur reverser un pourcentage de mes bénéfices, car j'ai toujours reçu beaucoup d'aide de mon village, en particulier de ma maman SOS. Je veux aussi donner des formations à l'éco-impression à mes frères et sœurs là-bas.

Tous ces chamboulements m'ont fait comprendre à quel point il est important d'avoir une passion. Il est tout aussi important d'avoir des compétences professionnelles pour pouvoir subvenir à ses propres besoins dans les temps difficiles.

J'invite toutes les organisations qui travaillent avec les jeunes à mieux nous préparer à notre indépendance. Commencez à identifier les passions des enfants dès le plus jeune âge pour les soutenir en ce sens. Formez les jeunes à la gestion d'entreprise pour nous aider à transformer nos vies et les vies d'autres jeunes. Développez les compétences d'autonomie et d'adaptation des jeunes et sensibilisez-nous davantage à la société et à notre communauté. Rendez-nous plus autonomes sur le plan civique pour que notre prise d'indépendance soit plus fluide.

J'espère que mon histoire inspirera d'autres jeunes à croire en eux et les encouragera à s'impliquer davantage, car le travail paie et ces efforts supplémentaires les aideront à atteindre leurs objectifs.

”

Commencez à identifier les passions des enfants dès le plus jeune âge pour les soutenir en ce sens.



© Latdavanh Thongphanthy | Laos



Duangchai | Jeune entrepreneuse, Laos

Bilan de l'année 2021

L'année 2021 a été à nouveau marquée par la pandémie de covid-19, mais également par d'autres questions alarmantes comme la crise climatique et l'instabilité politique. Comment ces tensions cumulées affectent-elles les enfants et les jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés, et comment pouvons-nous en limiter l'impact ?

Pour la deuxième année consécutive, la pandémie et ses conséquences n'ont fait qu'ajouter au stress psychologique, physique et financier de bon nombre d'habitants de la planète. Ces effets ont encore plus pesé sur les familles qui étaient déjà au bord de la rupture et sur les enfants et jeunes qui grandissent sans la prise en charge ni le soutien dont ils ont besoin pour se construire.

Santé mentale

Il y a eu plus de décès dus à la covid-19 en 2021 qu'en 2020, pourtant, ce sont les répercussions sur la santé mentale du virus qui ont capté l'attention du monde entier. D'après l'Organisation mondiale de la Santé, pendant la première année de la pandémie, la prévalence de l'anxiété et de la dépression a augmenté de 25 % dans le monde. Les répercussions sur le développement des enfants et des jeunes sont particulièrement préoccupantes. Une étude de l'UNICEF a relevé des niveaux plus importants de dépression, de peur, d'anxiété, de colère, d'irritabilité, de négativité, de troubles du comportement et de consommation d'alcool et de substances chez les enfants et adolescents par rapport à avant la pandémie¹.



Hausse de 25 % des cas d'anxiété et de dépression dans le monde pendant la pandémie

Les enfants et les jeunes grandissant dans un contexte familial difficile ont couru un plus grand risque de voir leur santé mentale se dégrader cette année. Les antécédents de maltraitance, de négligence et de dysfonctionnement de la cellule familiale étaient associés à un risque accru de stress et d'anxiété. De plus, les enfants vivant en situation de pauvreté ou dans des familles avec un statut socio-économique moins élevé couraient un risque accru de présenter des symptômes de stress et de dépression. Heureusement, des solutions existent pour améliorer la santé mentale des enfants et des jeunes en ces temps difficiles : une communication régulière avec ses proches, des activités récréatives et un soutien social plus général se sont avérés des stratégies efficaces pour aider les enfants à gérer les facteurs de stress de cette année.

SOS Villages d'Enfants se préoccupe tout autant de la santé mentale des parents et des responsables de prise en charge, qui ont également souffert en 2021. Pour que les parents puissent créer des liens avec les enfants et les jeunes, les prendre en charge et leur donner un sentiment de sécurité, leur bien-être mental est fondamental. L'étude déjà citée a également relevé que les niveaux de dépression et d'anxiété des responsables de prise en charge étaient nettement corrélés avec les difficultés émotionnelles et comportementales des enfants, y compris la tristesse et la dépression. La mauvaise santé mentale des enfants comme des adultes responsables de leur prise en charge peut accroître les tensions ou la négligence à la maison, et c'est un facteur qui contribue souvent à la séparation des familles.



Lorsque les parents et responsables de prise en charge ne disposent pas des ressources nécessaires pour gérer leur propre stress et faire face à leurs traumatismes personnels, cela peut les empêcher de prendre en charge leurs enfants. L'amélioration de leur bien-être profite à l'ensemble de la famille et est indispensable pour permettre aux enfants de recevoir toute l'aide dont ils ont besoin en cette période difficile.

Cette année, dans le cadre de nos programmes de renforcement de la famille, nous avons organisé des ateliers d'éducation parentale en ligne, dont une grande partie ont porté sur la gestion du stress en confinement, encourageant le recours à la discipline positive et non violente et prodiguant des conseils sur la prise en charge personnelle et sur la meilleure façon de profiter de ce temps passé en famille tout en maintenant une certaine forme de structure pour les enfants contraints de rester à la maison. La pandémie aura au moins eu le mérite de mettre la santé mentale au premier plan partout dans le monde, les stigmates qui entourent cette question tombent peu à peu et les gouvernements commencent à comprendre la nécessité d'investir davantage dans ce domaine.

5,2
millions d'enfants



ont perdu un ou deux parents
ou adultes assurant leur prise
en charge principale du fait
de la covid-19

Un besoin accru de prise en charge et de protection

Un chiffre est préoccupant : en octobre 2021, 5,2 millions d'enfants avaient perdu un adulte assurant leur prise en charge ou étaient devenus orphelins du fait de la covid-19². Certains ont été pris en charge par leur famille élargie, d'autres ont intégré des systèmes de prise en charge, et d'autres encore sont totalement seuls. Beaucoup ont été traumatisés d'une façon ou d'une autre. Il est de plus en plus généralement admis que les enfants ayant subi des traumatismes doivent recevoir une aide personnalisée et délivrée par des professionnels formés à la gestion des traumatismes et aux questions de santé mentale.

Des efforts sont actuellement fournis pour combler ces lacunes, comme notre formation en ligne sur les interventions auprès d'enfants ayant subi des traumatismes, créée dans le cadre du projet [Safe Places, Thriving Children](#), cofinancé par l'UE. Cette formation, incontournable pour toutes les personnes travaillant dans le secteur de la protection de l'enfance, est ouverte à tout le monde.

Augmentation des migrations forcées

Les enfants contraints de quitter leur foyer, avec ou sans leur famille, du fait de catastrophes naturelles, de guerres, de persécutions ou de perte de moyens de subsistance, courent encore plus le risque de grandir seuls et ont d'autant plus besoin d'une aide psychologique. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) estime qu'à la fin 2021, 89 millions de personnes avaient été déplacées de force, que ce soit au sein de leur pays ou à l'étranger.

Rien qu'en 2021, nous avons aidé des familles frappées par des catastrophes à Haïti, au Honduras, au Liban, à Madagascar, au Mozambique, au Nicaragua et aux Philippines ; par l'insécurité alimentaire en Éthiopie, en Somalie, au Somaliland et au Soudan ; et à des réfugiés, des personnes déplacées et des communautés d'accueil en Arménie, en Azerbaïdjan, au Bangladesh, au Brésil, au Burkina Faso, en République Centrafricaine, en Colombie, en Grèce, au Niger, dans les territoires palestiniens et en Ukraine. La crise climatique devrait exacerber ces migrations forcées. Dans le monde, plus d'un demi-milliard d'enfants vivent dans des zones à risque extrêmement élevé d'inondation³ ; 115 millions

89
millions



de personnes
déplacées de force

d'enfants vivent dans des zones à risque élevé ou extrêmement élevé de cyclones tropicaux, et quelque 160 millions d'enfants sont exposés à des sécheresses graves ou extrêmes. Le nombre de personnes déplacées de force a plus que doublé ces dix dernières années et parmi ces personnes se trouvent un grand nombre d'enfants qui passent parfois toute leur enfance apatrides.

De fait, en 2021, un réfugié sur deux dans le monde était un enfant⁴. Les routes migratoires les plus fréquentées sont aussi souvent les plus dangereuses et les jeunes risquent d'être exploités tout au long du chemin. Des centaines de milliers de ces réfugiés sont des mineurs non accompagnés. Ces dernières années, nous avons étendu nos interventions pour répondre aux besoins spécifiques de ces enfants et jeunes, que ce soit en termes de prise en charge à court terme, d'aide à la réunification des familles ou d'intégration dans le pays d'accueil. De nouvelles interventions psychosociales, comme « Team Up », basé sur le jeu et le mouvement, ont été conçues pour aider les enfants réfugiés à gérer leurs émotions et créer des liens avec d'autres enfants, afin de prévenir de futurs problèmes de santé mentale.

1 réfugié
sur **2**



est un enfant

115
millions



de personnes supplémentaires
en situation de pauvreté

Hausse des inégalités et restriction de l'accès aux services

Après 25 ans de progrès réguliers dans la réduction de la pauvreté, la tendance repart à la hausse et le nombre de personnes vivant en situation d'extrême pauvreté augmente à nouveau⁵. La pauvreté est l'un des principaux facteurs expliquant la perte de prise en charge parentale. D'après une étude de Brookings, 115 millions de personnes supplémentaires vivent en situation de pauvreté en 2021. Les gouvernements du monde entier ont redoublé d'efforts pour renforcer les systèmes de protection sociale afin de préserver la cohésion des familles. Mais il devient évident que la plupart des progrès réalisés dans l'atteinte des Objectifs de développement durable ont reculé.

Violence à l'encontre des enfants

Nous avons été particulièrement préoccupés par la restriction de l'accès aux services de prévention et de réponse en cas de violence au vu de la hausse des violences domestiques enregistrée partout dans le monde pendant les confinements. Quelque 1,8 milliard d'enfants vivent dans les 104 pays dont les services de prévention et de réponse en cas de violence ont été perturbés par la covid-19. Outre les préjudices causés aux enfants, les violences domestiques peuvent entraîner la séparation des enfants et de leur famille. La moitié des enfants dans le monde subissent des châtimements corporels à la maison⁶.

19 000
jeunes



participants au Forum de
la jeunesse de l'ECOSOC

Participation des jeunes aux forums de haut niveau

Sur une note plus positive, la communauté mondiale continue d'améliorer l'inclusion des jeunes dans les forums et débats. En avril 2021, le Forum de la jeunesse du Conseil économique et social (ECOSOC) s'est déroulé en ligne. Réunissant plus de 19 000 jeunes de plus de 190 pays, il s'agit du forum des Nations unies le plus important, le plus inclusif et le plus divers à accueillir des jeunes. Il offre aux jeunes une plateforme pour contribuer aux débats politiques en partageant leurs idées, leurs expériences, leurs bonnes pratiques et leurs difficultés avec d'autres jeunes, des représentants des gouvernements et d'autres acteurs. Les participants ont mis l'accent sur l'importance du dialogue intergénérationnel et de l'implication significative des jeunes dans les décisions qui vont façonner le monde dont ils hériteront.

2 H Juliette T Unwin et al., *The Lancet: Child and Adolescent Health*, Vol. 6, Issue 4, 2022.

3 Joining Forces, *A Second Revolution: Thirty years of child rights, and the unfinished agenda*, 2019.

4 <https://data.unicef.org/resources/international-data-alliance-for-children-on-the-move/>

5 <https://www.worldbank.org/en/topic/poverty>

6 UNICEF, *Protecting children from violence in the time of COVID-19: Disruptions in prevention and response services*, 2020.



© Diana Ruiz | Colombie

Abolition des châtiments corporels

2021 a vu une autre évolution positive : la poursuite du long chemin vers l'abolition universelle des châtiments corporels sur les enfants. Deux nouveaux pays se sont ajoutés à la liste : la Colombie et la République de Corée, portant le total à 63. Nous sommes absolument ravis, car notre association membre de Colombie s'est beaucoup impliquée dans ce processus.

Une nouvelle loi, la Loi 2089, interdit le recours aux châtiments corporels et aux traitements cruels, humiliants ou dégradants pour discipliner les enfants et les jeunes, et encourage à privilégier des méthodes d'éducation positive basées sur la protection des droits fondamentaux des enfants. Le combat pour la promulgation de cette loi a été mené conjointement avec l'Institut colombien pour le bien-être des familles, Alliance for Children et d'autres acteurs. Nous travaillons actuellement avec le gouvernement et des partenaires à l'élaboration d'une stratégie nationale pour proposer aux parents des alternatives positives aux châtiments corporels.

63
pays



ont interdit les
châtiments corporels
sur les enfants

Faire évoluer notre conception de l'éducation parentale

Nous avons appris que la création de contextes familiaux propices aux enfants ne s'arrête pas à la promulgation d'une loi. La véritable difficulté commence avec son application. Généralement, cela nécessite de transformer les mentalités concernant l'enfance, les droits des enfants et l'éducation parentale. Par exemple, désormais, nos ateliers sur la parentalité positive, qui font déjà partie de la formation de nos propres spécialistes de la prise en charge et sont proposés aux parents participant à nos programmes de renforcement de la famille, sont également proposés aux enseignants de jardins d'enfants en Lettonie. En effet, nous sommes partis du principe que beaucoup de communautés, de parents, d'enseignants et de professionnels de la prise en charge ont besoin de nouveaux outils pour offrir un environnement sûr, affectueux et stimulant aux enfants et aux jeunes.

Luis Chamarro, un père péruvien, l'a parfaitement expliqué alors qu'il évoquait la difficulté d'élever des enfants en pleine pandémie au cours du Forum international de l'UNICEF pour les enfants et les jeunes, et a notamment rappelé les avantages de cet atelier : « Nous nous sommes impliqués davantage dans la vie de nos enfants, et notre famille en est ressortie plus soudée. » C'est une période très difficile pour les familles qui ont du mal à rester unies et pour les enfants privés de prise en charge parentale. Pourtant, nous espérons que le dialogue, la sensibilisation aux questions de santé mentale, l'éducation parentale et les droits des enfants continueront d'évoluer.

”

Nos sociétés ont besoin d'un nouveau modèle paternel, un type de père qui s'implique dans les tâches domestiques et dans l'éducation affectueuse de ses enfants.

— Luis Chamarro, Pérou, parent participant à un programme de renforcement de la famille

Reconnexion et transformation

En 2021, le monde a commencé à émerger doucement après les perturbations occasionnées par la pandémie de covid-19. Les écoles ont réouvert, les familles et les amis se sont retrouvés. Mais des millions d'enfants et de jeunes ont continué de sentir les effets de la pandémie. En octobre 2021, plus de 5,2 millions d'enfants étaient orphelins ou avaient perdu un adulte responsable de leur prise en charge du fait de la covid-19. Des millions d'autres courent un plus grand risque d'être privés de prise en charge parentale du fait d'importants reculs en termes de développement mondial, comme l'augmentation de l'extrême pauvreté. D'autres problèmes, comme la crise climatique, la crise économique et les conflits, contraignent un nombre record de personnes à émigrer, ce qui rend plus difficile la cohésion des familles. Au sein de nos programmes, y compris nos interventions d'urgence dans des pays comme l'Éthiopie, Haïti, le Pakistan et l'Ukraine, nous gardons le cap sur le cœur de notre mission : maintenir la cohésion des familles, réunir les familles séparées et protéger les enfants qui sont seuls.

Cette année, nous avons fait face à ces tendances mondiales préoccupantes en redoublant d'efforts sur la prévention de la perte de prise en charge parentale et en collaborant avec nos partenaires et les gouvernements pour veiller à l'existence d'un éventail d'options de prise en charge de grande qualité lorsque les enfants ne peuvent pas rester au sein de leur famille. Au sein de nos propres programmes, nous avons augmenté de 14 % le nombre de personnes atteintes directement par nos services de renforcement de la famille et nous avons continué de développer des programmes innovants de développement des moyens de subsistance. Nous avons intensifié nos actions de recherche et de plaidoyer avec nos partenaires et nous sommes satisfaits de constater qu'un nombre croissant de pays reconnaît formellement les services de prévention et a défini des politiques pour protéger le droit des enfants à ne pas subir de violences.

En interne, c'était une année charnière pour notre organisation. La publication de l'analyse indépendante de la situation en matière de sauvegarde de l'enfant a accéléré une mutation qui était déjà en cours. Nous avons mandaté cette analyse d'échecs passés en matière de sauvegarde pour améliorer nos pratiques. En juin 2021, notre Assemblée générale a ajouté un nouvel objectif à la stratégie de notre fédération : « Nous garantissons et incarnons la sauvegarde dans toutes nos actions quotidiennes. » Aujourd'hui, nous mettons tout en œuvre pour apporter une aide à toutes les personnes ayant souffert et globalement, pour créer un climat de sécurité, de respect et de bien-être pour toutes les personnes qui interagissent avec nous.

Au cœur de cette transformation, un engagement : inclure le point de vue des enfants et des jeunes dans tout ce que nous faisons, que ce soit la conception des programmes, nos actions de plaidoyer et plus récemment, la gouvernance de notre fédération. En ces temps difficiles, nous sommes reconnaissants envers notre personnel, les bénévoles et nos 4,4 millions de donateurs et soutiens qui continuent de partager notre engagement envers les enfants et les jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés. Nous sommes ravis de continuer cette collaboration, main dans la main avec les enfants et les jeunes, pour faire face à l'évolution du monde qui nous entoure et pour renforcer notre organisation.

Dereje Wordofa
Président

Ingrid Maria Johansen
Directrice générale



Vietnam

Hung, élève de la Hermann Gmeiner School à Hanoï, joue à Dereje sa chanson *New Happiness* (Nouveau bonheur).

© Đặng Manh Dũng

Pologne

Ingrid en compagnie de collègues et de familles d'accueil ukrainiennes au village d'enfants SOS de Siedlce (Pologne).

© Katerina Ilievska



Trois piliers d'action

SOS Villages d'Enfants œuvre à l'amélioration du quotidien des **enfants et des jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés**. Notre travail évolue en fonction des difficultés spécifiques auxquelles est confronté ce sous-groupe unique, mais aussi en fonction de l'évolution de la société et de notre compréhension du développement des enfants et des jeunes. Par exemple, ces dernières années, nous avons élargi notre travail pour inclure les jeunes (15-24 ans), car nous avons appris qu'il est important pour les personnes de cette tranche d'âge d'avoir quelqu'un à leurs côtés pour entrer dans l'âge adulte.

L'expression « enfants et jeunes privés de prise en charge parentale » désigne les enfants et jeunes grandissant de façon temporaire ou définitive sans être pris en charge par leur famille, qu'il s'agisse des enfants placés en institution, pris en charge en famille d'accueil ou à la rue. L'expression « risquant d'être privés de prise en charge parentale » désigne les enfants et les jeunes vivant dans des familles au bord de la rupture, où les parents ont des difficultés à offrir à leurs enfants la prise en charge, la stabilité et le lien dont ils ont besoin.

Notre passion est de veiller à ce que les enfants et les jeunes reçoivent l'aide dont ils ont besoin pour révéler leur force intérieure. Notre organisation de professionnels a été fondée en 1949. Aujourd'hui, nous nous appuyons sur notre expérience pour maximiser notre impact. Nous travaillons directement avec les individus et en partenariat avec d'autres organisations pour accroître notre portée, dans le but de changer l'avenir. Nous nous appuyons sur trois grands piliers d'action.



Prévention

Préserver la cellule familiale et prévenir la séparation des familles.

Lorsque c'est possible, la famille constitue le meilleur cadre de croissance pour un enfant. Nous travaillons directement avec les familles et les communautés, enquêtons sur les facteurs entraînant la rupture des familles, et créons et partageons des supports de formation sur la parentalité et la santé mentale.



Protection

Lorsque l'enfant n'est pas entouré d'une famille pouvant le prendre en charge ou qu'il ne peut rester auprès d'elle, nous lui apportons prise en charge et protection.

Nous assurons la prise en charge directe d'enfants et de jeunes, y compris en situation d'urgence ; nous travaillons avec des partenaires pour former les parents d'accueil et avec les gouvernements pour mettre en œuvre des normes de prise en charge ; nous aidons les jeunes à devenir autonomes ; et bien d'autres actions encore.



Plaidoyer

Transformer les politiques et pratiques pour améliorer la vie des enfants et des jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés.

Ce pilier met l'accent sur les changements systémiques. Entre autres, nous travaillons avec des partenaires pour créer des plateformes invitant les enfants et les jeunes à discuter des problèmes auxquels ils sont confrontés à l'échelle locale, nationale et internationale.

Activités 2021

Chaque enfant a le droit de grandir dans un environnement familial stimulant. Tout ce que nous faisons va dans ce sens.

La section suivante présente les difficultés auxquelles sont confrontés les enfants et les jeunes avec qui nous travaillons, ainsi que des exemples d'activités et des témoignages. Notre travail s'appuie sur la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant et les Lignes directrices des Nations unies relatives à la protection de remplacement pour les enfants, et participe aux Objectifs de développement durable.



Prévention

Le problème

Contrairement à une croyance répandue, la vaste majorité des enfants et jeunes placés en prise en charge de remplacement de façon temporaire ou définitive ont encore un ou deux parents vivants. En investissant dans le renforcement des familles avant leur rupture, la société peut réduire considérablement le nombre d'enfants nécessitant d'être pris en charge en dehors de leur foyer. Ces investissements contribuent également à créer des familles plus fortes de manière générale, en mesure de mieux soutenir leurs enfants lorsqu'ils entrent dans l'âge adulte. Cette période de transition est cruciale pour que les enfants deviennent des adultes indépendants. La séparation des familles entraîne également des coûts supplémentaires pour les gouvernements et pèse sur les services publics. Ainsi, en répondant aujourd'hui aux besoins des familles au bord de la rupture, la société y gagne sur le long terme et n'en sera que plus forte.

La compréhension des facteurs poussant les familles à la rupture est au cœur de notre travail. Cela nous aide à élaborer des réponses adaptées aux familles avec qui nous travaillons directement et cette compréhension influence la façon dont nous travaillons avec les partenaires et les gouvernements pour intervenir sur les causes profondes du problème et créer un changement sur le long terme.

Nous avons découvert que les causes de séparation varient d'une famille à l'autre, d'un pays à l'autre, sont complexes et sont souvent interconnectées. Dans certaines régions, la pauvreté et les conflits armés jouent un rôle ; tandis que dans d'autres, les facteurs de rupture sont plutôt la toxicomanie et l'incarcération des parents. Certaines familles peuvent être en situation de pauvreté et même confrontées à la maladie, mais la présence de la famille élargie et d'un réseau de soutien les aide à faire face. D'autres familles disposent des ressources financières nécessaires, mais la combinaison de problèmes de santé mentale et de l'isolation sociale entraîne maltraitance ou négligence.

Les raisons mentionnées ici sont loin d'être exhaustives, mais illustrent comment la plupart du temps, la séparation des familles, qu'elle soit temporaire ou permanente, s'explique par plus d'un facteur. Par exemple, le changement climatique affecte aujourd'hui la capacité de familles à subvenir à leurs besoins financiers, ce qui les pousse à émigrer. Cette migration risque alors d'entraîner la séparation des enfants sur le chemin, ou d'infliger des traumatismes, ou encore la famille peut avoir du mal à subvenir à ses besoins financiers à son arrivée dans le pays d'accueil.

Principales données

- 80 % des enfants en prise en charge de remplacement ont au moins encore un parent vivant¹.
- 75 % des enfants et des jeunes pris en charge ont subi des traumatismes².
- Près de 37 millions ont été déplacés de force et ont dû quitter leur foyer³.

Motifs de séparation des familles



Violences,
maltraitance,
négligence



Décès d'un
responsable de
prise en charge



Pauvreté



Migration
forcée



Mauvaise santé
physique ou mentale
d'un responsable de
prise en charge



Manque d'accès
aux services
sociaux



Mariage d'enfants
et grossesses
précoces

¹ Csáky, C., Save the Children, 2009.

² Jaritz, C., Wiesinger, D., & Schmid, M., Trauma & Gewalt, 2(4), 2008.

³ <https://www.unhcr.org/refugee-statistics/>

Notre réponse

Lorsque c'est possible et dans l'intérêt supérieur des enfants, la famille proche ou élargie constitue le meilleur cadre de croissance. Nous œuvrons pour prévenir la séparation des familles et pour veiller à ce que les familles reçoivent l'aide dont elles ont besoin pour que les enfants et jeunes soient mieux pris en charge, protégés et en mesure d'entrer dans l'âge adulte en toute confiance. Nous travaillons à l'échelle nationale, internationale et des communautés, et nous adaptons nos interventions au contexte local.

Nous travaillons directement avec les familles au bord de la rupture et avec leur communauté. Nous travaillons avec les municipalités et avec les gouvernements nationaux pour mettre en œuvre des mesures de prévention de la perte de prise en charge parentale et pour renforcer et stabiliser les familles de sorte que les enfants et jeunes soient mieux pris en charge et protégés, y compris dans les situations d'urgence. Nous créons des formations et des ressources partagées avec le grand public, et pas seulement avec les personnes auprès desquelles nous intervenons directement, et nous menons des recherches qui influencent notre travail, les pratiques et les décisions politiques.

Lorsque nous travaillons directement avec les familles et les familles élargies, nous proposons un éventail de services, comme le soutien relatif aux moyens de subsistance, les ateliers consacrés à la parentalité, l'aide à l'accès aux services sociaux et l'accompagnement psychologique. L'objectif est toujours d'améliorer la résilience des familles. Le soutien relatif aux moyens de subsistance peut prendre la forme de formations professionnelles et à la gestion d'entreprise pour aider les familles à être plus stables financièrement ; de financements ou d'équipements pour les aider à créer leur propre entreprise ; ou d'une aide directe en termes de finances, d'alimentation ou d'hébergement. Les ateliers consacrés à la parentalité sont adaptés aux besoins locaux et couvrent des questions allant de la prévention des violences domestiques à l'amélioration de la communication avec les enfants en passant par la discipline positive. Certains parents reçoivent également une aide en matière de santé mentale pour guérir des traumatismes passés.

Lorsque la séparation temporaire des familles est inévitable, nous intervenons dans l'objectif de réintégrer l'enfant dans sa famille d'origine si cela est possible et dans l'intérêt supérieur de l'enfant. Dans ce cas, la famille élargie peut intervenir pour offrir une prise en charge à court terme pendant que nous aidons les parents à améliorer leurs compétences en termes de parentalité.

Par ailleurs, nous collaborons avec les communautés pour consolider les structures et les réseaux sociaux existants. Nous intervenons toujours à l'échelle locale en cherchant à renverser les stigmates et les stéréotypes de genre qui frappent les familles monoparentales ou en difficulté lorsque c'est nécessaire. Notre objectif fondamental est de sensibiliser chaque pays à la nécessité des services de soutien aux familles et dans ce but, nous collaborons avec les gouvernements locaux et nationaux, par exemple en plaçant pour la reconnaissance officielle des services de prévention.

En 2021, la pandémie a continué de peser sur les familles en difficulté. Dans une volonté de nous adapter, nous avons continué à proposer la plupart de nos services en ligne, en mettant en ligne des ressources et en organisant des sessions de formation virtuelles à destination des parents. Nous avons fourni des équipements à des millions d'enfants contraints d'étudier à distance et à leurs parents, devenus leurs professeurs, pour les aider à suivre ou réaliser leur cours à la maison. Enfin, par nos actions humanitaires, nous avons aidé des personnes touchées par les catastrophes naturelles, l'insécurité alimentaire et les déplacements forcés dans des pays comme Haïti, l'Éthiopie et la Grèce.

88 800

familles soutenues pour éviter la séparation

14 %

de familles supplémentaires atteintes directement

116



pays comptant des programmes de renforcement de la famille

192 400

personnes atteintes par nos interventions d'urgence



Bolivie

973 tablettes, 366 smartphones et 736 connexions à Internet ont été distribués gratuitement à des familles et 100 % des adultes assurant la prise en charge principale ont acquis des connaissances de base dans le domaine du numérique.



Bangladesh

1 200 personnes ont reçu une formation à la gestion d'entreprise et 900 familles ont reçu une aide matérielle pour améliorer leurs revenus, comme des rickshaws ou des machines à coudre.



Togo

Parlement de femmes leaders : ce groupe a amélioré la représentation des femmes dans les prises de décision communautaires et fait évoluer progressivement l'attitude des hommes, ce qui a entraîné une réduction des violences familiales de 80 % de 2018 à 2021.



Bien-être des parents

SOSVirtual a créé une formation en ligne, « *Self-care to be able to care for others* » (Prendre soin de soi pour prendre soin des autres, en français), en faveur de la santé mentale des parents pendant la pandémie [\[disponible ici\]](#).



Des preuves pour influencer les décisions politiques

Une note d'orientation intitulée « *Strengthening Family Environments to Realize Children's Rights* » (Le renforcement de l'environnement familial au service des droits de l'enfant, en français) a été élaborée conjointement avec la Joining Forces Alliance [\[disponible ici\]](#).

Prévention

Témoignage

© Alejandra Kaiser | Mexique



Accès aux services sociaux

Famille Estrada, Mexique

Carlos et Marcela ont émigré du Guatemala au Mexique il y a plus de 20 ans. Bien que leurs sept enfants soient nés au Mexique, ils n'ont pas pu les inscrire dans ce pays, ce qui signifie qu'ils n'ont pas accès à l'éducation, aux soins de santé ou aux programmes sociaux gouvernementaux. Carlos a travaillé dans le bâtiment, dans la restauration et dans les champs, mais comme il est sans-papier, ses conditions de travail sont mauvaises, avec des journées de travail très longues et mal rémunérées. Pour lui, le plus simple serait de rentrer seul au Guatemala pour avoir des papiers, ce qui lui permettrait d'améliorer ses perspectives d'emploi, mais il serait séparé de sa femme et de ses enfants.

*« Ça fait 40 ans que je vis comme ça », explique Carlos.
« Je suis né dans une famille pauvre, j'ai toujours connu la pauvreté. Mais j'espère que ce sera différent pour mes enfants, qu'ils recevront une éducation et pourront prospérer. »*

À un moment, les enfants allaient dans la seule école de la région, à 45 minutes de marche, mais seulement en auditeurs passifs. Ils n'ont pas reçu d'uniforme ni de fournitures, et n'ont pas bénéficié

des projets gouvernementaux à destination des élèves, comme la distribution de paniers-repas. « Mes enfants l'ont mal vécu », poursuit Carlos. « Après le mal qu'ils se sont donné pour aller à l'école, les dangers de la route et le temps que ça prenait, à la fin de l'année, ils n'ont pas eu le droit de passer dans la classe supérieure, donc ils ont arrêté d'y aller. » De plus, la famille n'a pas pu bénéficier des projets sociaux du gouvernement, comme la mise à disposition de matériaux de construction pour améliorer leur maison. L'inquiétude financière et l'isolement de la communauté sont autant de pressions externes qui peuvent aggraver les tensions à la maison.

SOS Villages d'Enfants travaille avec des familles de l'État du Chiapas au Mexique depuis plus de 16 ans. 82 % de la population de cette région n'a pas accès aux services sociaux et 80 % vit en situation de pauvreté. Notre équipe cherche à renforcer les compétences en parentalité des parents et aide les familles à s'inscrire auprès des autorités. En juillet dernier, les enfants Estrada ont été reçus par un médecin qui a vérifié leur âge, ce qui leur a permis d'obtenir des actes de naissance et de s'inscrire à l'école pour l'année suivante.

La possibilité de bénéficier des services sociaux est importante pour la cohésion des familles, en particulier lorsque celles-ci déménagent.

24 %

des enfants qui accèdent à nos programmes de renforcement des familles ne possèdent pas de pièce d'identité officielle

Prévention

Témoignage

En République démocratique du Congo, où le nombre d'enfants privés de prise en charge parentale ou risquant d'en être privés atteint des niveaux alarmants, nous travaillons avec les familles au bord de la rupture pour les aider à rester unies et à s'intégrer à la communauté. Cela peut prendre la forme d'un soutien relatif aux moyens de subsistance, de formations professionnelles ou d'une éducation aux droits de l'enfant.

1 000

familles aidées en République démocratique du Congo

« J'ai le sentiment que nous sommes enfin considérées comme des êtres humains. »

Renforcer les familles

Ziraji et Ishara, République démocratique du Congo

Ziraji

« Je suis la maman d'Ishara. Je m'appelle Ziraji. Je suis veuve et mère de cinq enfants. Quatre de mes enfants vont encore à l'école et le dernier est déjà diplômé. Lorsque j'ai perdu mon mari, ça a été très dur. Ici, devenir veuve revient à devenir mendiante. »

« Mais SOS Villages d'Enfants nous a aidés à couvrir les frais [d'éducation] de deux enfants. Et je continue à prendre en charge les frais pour les trois autres. Je fais partie d'un groupe qui gère une teinturerie. Ça marche très bien. Ishara a déjà appris les techniques de teinture. J'y apporte les tissus et elle m'aide à les repasser. Voici comment on s'en est sorties. »

Ishara

« J'appartiens à une famille de cinq enfants : trois garçons et deux filles. Je suis l'aînée des filles, j'ai vingt ans. En 2019, le programme de renforcement de la famille nous a intégrés dans l'un de ses comités pour les droits des enfants. Nous avons pu participer à un échange d'expériences au Burundi, dans la province de Cibitoke. Ça m'a aidée à avancer. Je ne savais pas si je pourrais faire des études. Mais j'ai pu, grâce à cette aide. Je ne savais pas si je trouverais ma place dans la société. Quel rôle je pourrais jouer. Mais aujourd'hui, je sens que je compte, je peux étudier. Nous avons aussi quelques chèvres que nous pourrions vendre le moment venu. Et avec l'argent, maman peut nous acheter des vêtements. J'ai le sentiment que nous sommes enfin considérées comme des êtres humains. Et j'en suis extrêmement reconnaissante. »

Protection

Prise en charge de remplacement

Temps forts 2021

Tous les enfants ont le droit de jouir d'un environnement familial, même lorsque leur propre famille ne peut pas prendre soin d'eux. Nous avons à cœur de veiller à ce que cette prise en charge soit de la plus grande qualité possible et à ce que tous les enfants et jeunes grandissent avec des personnes qui les soutiennent, un sentiment de sécurité et d'appartenance, et l'accès aux mêmes opportunités que les enfants de leur âge.

Pour qu'une prise en charge soit de grande qualité, il faut que les services soient adaptés aux besoins de chaque personne, à chaque contexte et à chaque situation. Cela suppose également de garder les fratries unies lorsque c'est dans leur intérêt supérieur. La qualité de la prise en charge englobe tous ces aspects : les enfants doivent avoir leur mot à dire dans les décisions qui les concernent et les responsables de leur prise en charge doivent être formés pour pouvoir répondre à leurs besoins et leurs antécédents spécifiques, en particulier lorsque les enfants ont subi des traumatismes. Cela suppose également de défendre les droits des enfants et des jeunes pris en charge, et de mettre en place des protections juridiques et une aide pour les jeunes officiellement « trop âgés » pour être pris en charge.

D'une part, nous prenons directement en charge les enfants et d'autre part, nous créons des supports et des formations pour aider les autres à améliorer leurs services de prise en charge. Nous menons également des recherches pour informer les décisions politiques et nous collaborons avec les gouvernements pour mettre en œuvre des standards de qualité de prise en charge.

Au sein de nos programmes de prise en charge, nous proposons plusieurs solutions. Ainsi, parfois, nous travaillons ponctuellement avec les parents pour renforcer leurs capacités parentales, et d'autres fois encore, nous intervenons sur un temps plus long, notamment si les enfants n'ont pas de parents vivants. L'objectif est toujours de créer un environnement au sein duquel les enfants peuvent découvrir la valeur de relations solides, et s'appuyer sur un adulte fiable à la maison et sur les tissus sociaux offerts par la communauté. Nous encourageons et facilitons le contact entre les enfants et leur famille d'origine lorsque c'est possible, et nous œuvrons en faveur de la réunification des familles lorsque c'est dans l'intérêt supérieur des enfants. C'est également valable en cas de crise humanitaire. Nous offrons alors un refuge temporaire aux enfants non accompagnés pendant que nous cherchons à les réunir avec leurs parents ou l'adulte responsable de leur prise en charge. Quelles que soient la durée et les circonstances du placement, nous cherchons toujours à construire une relation de confiance avec chaque enfant, pour les soutenir dans leur parcours vers l'autonomie.

Cette année, nous avons beaucoup mis l'accent sur l'aide aux responsables de la prise en charge des enfants confinés chez eux pendant la pandémie. Là encore, la digitalisation a joué un rôle central : nous avons fourni des ordinateurs portables aux enfants qui étudiaient à la maison et nous avons continué de déployer notre assistant virtuel à la prise en charge, « Rafiki », une intelligence artificielle qui aide les responsables de prise en charge à trouver des réponses à leurs questions en matière de parentalité, de santé mentale, d'éducation, etc.

68 000

enfants et jeunes pris en charge sous différentes formes

44 %

sont en contact régulier avec leur famille

85 %

réussissent à l'école



31

réponses d'urgence en lien avec la protection des enfants : maltraitance, négligence, exploitation et violence



Formation en ligne

Une formation à l'intervention auprès des jeunes ayant subi des traumatismes a été créée dans le cadre du projet « Safe Places, Thriving Children: Embedding Trauma-Informed Practices into Alternative Care Settings », cofinancé par l'UE [\[disponible ici\]](#).



Kenya/Éthiopie/Ouganda/Rwanda

Un projet transfrontalier a été initié pour mettre fin à l'abandon d'enfants et éviter que les enfants se retrouvent à la rue. Ce projet, mené sur cinq ans avec des volets concernant la prévention, la réhabilitation et la réintégration, va toucher 190 000 enfants.



Conférence sur la prise en charge

La Conférence biennale BICON a eu lieu en ligne. Des professionnels, des décideurs politiques, des universitaires et des jeunes pris en charge se sont réunis pour échanger sur des questions liées à la réforme de la prise en charge dans la région.



Plan d'action en matière de sauvegarde (voir page 44)

Dans le cadre de ce plan d'action, des enfants et des jeunes de nos programmes ont participé à la conception de mesures de sauvegarde de l'enfant. À la fin de l'année, cela concernait 89 associations membres, avec un objectif de 106 associations d'ici 2024.



Bénin : Formation des parents d'accueil

La prise en charge en famille d'accueil a été mise en place en 2018 pour compléter l'éventail d'options de prise en charge de haute qualité. Nous collaborons aujourd'hui avec le gouvernement pour créer des supports et former les parents d'accueil.

Prise en charge de remplacement

Témoignage

© Johfráh Lefebvre | Belgique

Pour améliorer la qualité de la prise en charge des enfants, le mieux est encore de leur demander leur avis. Roberto avait 10 ans lorsqu'il a été pris en charge et séparé de son frère. À l'âge adulte, il a été mis en relation avec SOS Villages d'Enfants Belgique via Cachet, une organisation gérée par des jeunes sortant de prise en charge qui œuvre à l'amélioration de la protection des enfants pris en charge. Cette année, il a témoigné lors d'une audition dans le cadre de l'élaboration d'une loi pour donner aux fratries prises en charge le droit de ne pas être séparées. La loi a été votée en mai 2021.

72

associations membres plaident avec des partenaires pour améliorer la qualité de la prise en charge

« Parfois, j'avais plus l'impression d'être un numéro qu'un être humain. »

Maintien des fratries

Roberto, Belgique

« Lorsque j'ai été séparé de mon frère, je me suis senti seul et impuissant. Ce sont surtout les petites choses qui m'ont manqué : savoir que mon frère dormait dans la chambre à côté, jouer avec lui... Je me demandais souvent : avec qui je vais pouvoir faire des bêtises, maintenant ? Avec qui je vais pouvoir me chamailler ? Ça arrive de se disputer avec ses frères et sœurs. Mais quand ils ne sont plus là, c'est comme si on avait perdu une part de soi-même. Je comprends que légalement et dans la pratique, c'est difficile de garder les fratries unies. Mais parfois, j'avais plus l'impression d'être un numéro qu'un être humain. »

« Je veux témoigner pour la génération suivante. J'espère que les choses pourront aller autrement pour les autres enfants pris en charge. Pour éviter d'aggraver une situation qui a déjà fait beaucoup de dégâts. Certains enfants ne cherchent pas à recréer un lien lorsqu'ils sortent de prise en charge. Pour eux, c'est un chapitre clos. Heureusement, j'ai réussi à garder de bonnes relations avec mon frère et nous continuons d'apprendre beaucoup l'un de l'autre. Nous sommes vraiment heureux d'avoir pu nous retrouver. »

Le passage à l'âge l'adulte a de quoi préoccuper n'importe quel jeune, quelle que soit son origine ou sa situation familiale. Devenir autonome, c'est s'adapter à la perte de ses réseaux de soutien, de ses habitudes et de ses structures ; apprendre à faire face seul aux défis quotidiens ; et s'insérer sur le marché du travail pour subvenir à ses propres besoins. Cela peut être particulièrement difficile pour les jeunes en prise en charge de remplacement, qui ne peuvent souvent s'appuyer sur aucune structure lorsqu'ils sortent de prise en charge à 18 ans ou même avant ; et pour ceux dont les familles sont au bord de la rupture et qui ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin chez eux. Dans les deux cas, il y a de fortes chances que ces jeunes aient subi des traumatismes pendant leur enfance.

Nous travaillons directement avec les jeunes pour les aider à devenir adultes, en leur apportant une aide psychosociale et des formations sociales et professionnelles ; avec des partenaires pour mettre en œuvre des initiatives pour l'emploi, comme YouthCan! (voir page 34) ; et avec des gouvernements pour améliorer les services postplacement partout dans le monde. De plus, nous mettons en œuvre des programmes éducatifs sur la prise en charge et le développement de la petite enfance ainsi que des programmes d'éducation primaire et secondaire pour que les enfants issus de milieux défavorisés soient préparés à l'avenir dès le plus jeune âge.

Les jeunes, qui connaissent le mieux leur situation, sont les mieux placés pour décider de ce dont ils ont besoin lorsqu'ils arrivent à l'âge adulte. Nous consacrons d'importantes ressources à des projets, des initiatives, des comités et des parlements initiés par des jeunes. Au sein de notre organisation, notre Coalition internationale des jeunes veille à ce que le point de vue des jeunes soit pris en compte dans l'élaboration de nos programmes. Nous animons également des réseaux de sortie de prise en charge au sein desquels les jeunes se réunissent pour s'entraider et militer en faveur de l'amélioration de la prise en charge.

Cette année, beaucoup de jeunes récemment sortis de prise en charge ont eu plus que jamais besoin d'assistance. Les offres d'emploi se sont faites rares et beaucoup étaient séparés de leur famille et de leurs amis. La pandémie a accru les angoisses face à l'avenir et beaucoup se sont sentis perdus. Dans le cadre de nos interventions, nous avons mis à disposition des hébergements temporaires pour les jeunes sortant de prise en charge et nous avons redoublé d'efforts sur les questions de santé mentale. Nous avons également investi dans des plateformes et des projets en ligne pour toucher un plus grand nombre de personnes.

En termes d'emploi, nous avons continué de mesurer l'impact de nos interventions en comparant le nombre de jeunes participant à nos programmes qui n'ont pas d'emploi et ne suivent pas d'études ou de formations (taux NEET) avec le taux mondial. Nous analysons également l'évolution de ce chiffre entre l'arrivée dans nos programmes de renforcement de la famille et la sortie de ces programmes. Une analyse récente a démontré qu'à l'arrivée dans nos programmes, le taux NEET des participants atteignait presque le double (40 %) du taux mondial (22 %), mais était inférieur (19 % contre 25 %) à la sortie des programmes. Pour plus d'informations sur la façon dont nous collectons ces données, rendez-vous page 40.

64



associations ont mis en œuvre YouthCan! ou d'autres initiatives pour l'emploi

108 500

jeunes ont bénéficié de notre prise en charge ou de nos programmes de renforcement de la famille

26 700

individus ont participé à YouthCan! ou à une autre formation à l'emploi et à la gestion d'entreprise



22

associations membres soutiennent des réseaux de sortie de prise en charge



Forum international pour les enfants et les jeunes

YouthLinks, la plateforme numérique de notre initiative YouthCan! pour l'emploi, était à l'honneur de cet événement inaugural organisé par l'UNICEF pour mobiliser les efforts en faveur des droits des enfants.



Youth Power

Lancé en 2020, ce programme de formation des jeunes acteurs du changement continue de grandir. Il soutient les initiatives lancées par des jeunes qui contribuent aux Objectifs de développement durable.



Réseau de sortie de prise en charge au Zimbabwe

Le réseau a réussi à convaincre le Parlement de la nécessité de continuer à accompagner les jeunes sortant de prise en charge et va formuler des recommandations techniques qui serviront de base à la première loi du pays sur le soutien postplacement.



Pérou : Soutien postplacement

Après avoir consulté des jeunes, les programmes pour la jeunesse ont étendu leur aide aux jeunes sortant de prise en charge. Les jeunes atteignant l'âge de 18 ans disposent désormais de plusieurs options de résidence et d'une aide financière.



Autriche : « RAT AUF DRAHT »

Cette ligne d'assistance disponible 24 heures sur 24 a enregistré une augmentation du nombre d'enfants et de jeunes sollicitant des conseils et de l'aide en matière de santé mentale. Les discussions par tchat ont augmenté de plus de 5 % et la durée des appels a augmenté de 20 %.

Autonomie

Témoignage

© Jakob Fuhr | Kenya

Wairegi avait six ans quand son père a commencé à le battre. Cette expérience a généré des sensations d'isolement et de dépression qu'il a enfouies pendant des années. Grâce à notre programme de renforcement de la famille, il a été mis en relation avec un thérapeute qui l'a aidé à parler de son enfance et faire face à son traumatisme.

35

associations membres ont renforcé leurs mesures en matière de santé mentale en 2021

« Je devais porter un poids qui n'était pas de mon âge. »

Gestion des traumatismes infantiles

Wairegi, Kenya

« Mon père pouvait être bien par moments, mais disons que la plupart du temps, il était incapable de me dire de faire quelque chose, de me le dire simplement. Il criait tout le temps. Tous ces cris. Et la brutalité qui va avec. Et il me battait beaucoup. Par rapport à ce que j'avais fait, je ne pense pas que je méritais. Je devais porter un poids qui n'était pas de mon âge. Quand quelqu'un est violent envers toi dès l'âge de 10 ans et jusqu'à 15, 16 ans, ça laisse des traces. On se sent rejeté. Je n'avais pas l'impression de faire partie de ma famille. J'avais l'impression que ma famille était différente des autres. J'avais du mal à dire à ma mère ce que je ressentais. Je n'en parlais qu'un petit peu. Un peu par-ci, un peu par-là. Mais elle savait que quelque chose n'allait pas. Je ne sais pas comment ça s'est passé, mais un jour ma mère m'a dit qu'on pouvait peut-être changer quelque chose. Que je pourrais peut-être parler à quelqu'un qui me comprendrait. C'est là qu'on est arrivé chez SOS Villages d'Enfants. »

« Ils m'ont montré que malgré tout ce que j'avais vécu, la vie, ce n'était pas que de la brutalité. J'ai retrouvé le sourire. Ils me comprenaient. Ils m'ont changé la vie, car cela a eu un impact sur la façon dont j'agis aujourd'hui. J'ai pu poser ce poids que je portais, maintenant, je peux être libre. La liberté, c'est ça que je recherche. »

Autonomie

Initiative pour l'emploi

Franchir le pas entre éducation et travail

Partenariat YouthCan! pour l'emploi

YouthCan!, notre partenariat international pour l'emploi des jeunes, cherche à répondre aux problèmes spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés, lorsqu'ils se préparent à entrer sur le marché du travail. Nous collaborons avec des entreprises partenaires pour proposer du mentorat, des offres de stages et des formations personnalisées, le tout à l'échelle locale.

Les employés d'entreprises partenaires du secteur privé offrent leur temps, leurs compétences et leur expertise, en ligne et sur le terrain, et aident les jeunes à faire leurs premiers pas dans le monde du travail. Par exemple, Sneha a appris à gérer ses déceptions pendant sa recherche d'emploi : « J'y pensais tout le temps et j'avais honte d'en parler. Alors mon mentor m'a dit : « Le rejet, c'est un signe que tu as encore quelque chose à apprendre. » Ce partenariat apporte tout autant aux bénévoles des entreprises. Roger, qui l'a rejoint il y a deux ans, l'explique : « J'ai acquis de nouvelles compétences, comme l'empathie, la compréhension et le fait de toujours faire preuve d'optimisme. »



Portée de YouthCan!
en 2021¹

14 500
jeunes

1 800
bénévoles

42
pays

2021 : Digitalisation

Depuis début 2020, la pandémie a beaucoup perturbé le système éducatif et beaucoup d'écoles et d'organisations ont dû prendre le virage d'Internet.

YouthCan! n'a pas fait exception et a réussi non seulement à poursuivre les formations et les stages à destination des jeunes, mais également à accélérer son processus de digitalisation sous la forme de la communauté YouthLinks, une plateforme en ligne qui propose des offres de mentorat et de networking.

Ce qui était à l'origine une réaction à une situation de crise fait désormais partie intégrante du programme. En 2021, 44 % des activités ont eu lieu entièrement en ligne et 10 % des activités avaient au moins un composant virtuel.

Cela nous a permis d'accroître considérablement notre portée. Par rapport à l'année précédente, le nombre de jeunes ayant reçu une aide pratique, une formation ou un mentorat via YouthCan! a plus que doublé, y compris pour les jeunes vivant en zone rurale, loin des villes où résident souvent les bénévoles des entreprises.

¹ Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport [YouthCan! Facts and Figures](#).

Tous les enfants ont le droit d'être protégés, de recevoir des soins et de grandir dans un environnement familial propice à leur bien-être et à leur développement. Avec nos partenaires, nous assurons la défense et la promotion de ces droits à l'échelle mondiale, régionale, nationale et communautaire. Notre travail vise à faire évoluer les politiques et les pratiques afin d'améliorer les systèmes nationaux de protection sociale et de protection des enfants.

L'un de nos principaux objectifs est de faire en sorte que les décideurs comprennent que le fait d'investir dans le renforcement de la famille permet d'éviter certaines formes de préjudices, la séparation non nécessaire des enfants et de leurs parents, ainsi que le placement dans une prise en charge de remplacement. Lorsque ce n'est pas possible ou que ce n'est pas dans l'intérêt supérieur d'un enfant de rester au sein de sa famille, nous plaidons pour l'existence d'un éventail d'options de prise en charge de remplacement de grande qualité. Au minimum, une prise en charge de grande qualité est une prise en charge qui emploie des spécialistes bien formés et en nombre suffisant, garde les fratries unies et apporte une aide suffisante aux jeunes en âge de sortir de prise en charge.

Pour y parvenir, nous sensibilisons le public à la situation des enfants et des jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés, pour que leurs besoins soient pris en compte dans les discussions de haut niveau. Nous intervenons au cours d'événements et de forums politiques nationaux et internationaux ; nous contribuons à des recherches et des rapports ; nous générons et partageons des connaissances, et nous prodiguons des conseils et des recommandations techniques aux gouvernements et aux politiciens pour encourager des approches fondées sur les droits et centrées sur les enfants.

La voix des enfants et des jeunes est au cœur de nos activités de plaidoyer. Leur participation significative permet de faire comprendre aux politiciens les principaux problèmes auxquels ils sont confrontés, qui doivent être traités en priorité. Lorsque les enfants et les jeunes sont impliqués dans les activités de plaidoyer, cela débouche sur des programmes, des pratiques et des politiques mieux adaptés à leurs besoins et au contexte local.

Cette année, nous avons tout particulièrement veillé à écouter les enfants et les jeunes parler des difficultés auxquelles ils sont confrontés et à ce que les mesures de réponse à la pandémie en tiennent compte. Nous avons commandé la création d'une boîte à outils sur la participation des jeunes dans les activités de plaidoyer, à laquelle ont participé 300 jeunes ayant vécu une prise en charge. Côté politique, nous sommes absolument ravis d'ajouter la Colombie à la liste des pays ayant voté l'interdiction totale des châtiments corporels sur les enfants dans tous les dispositifs, y compris à la maison, ce qui porte le nombre à 63 pays.



61

Nombre de pays dans lesquels nous avons contribué à des changements positifs au niveau des politiques et des pratiques



Étude continentale sur les enfants privés de prise en charge parentale

SOS Villages d'Enfants a apporté une assistance technique à la première version du rapport, avec l'aide de l'Union africaine. Le rapport vise à en savoir plus sur la situation des jeunes privés de prise en charge parentale sur le continent africain.



Participation des enfants et des jeunes

Le rapport « *Make our Voices Count* », qui recueille l'avis de près de 1 200 enfants et jeunes ayant vécu une prise en charge, a été partagé au cours de la Journée de débat général des Nations unies consacrée aux droits de l'enfant et à la protection de remplacement.



3e sommet des filles africaines

13 jeunes filles et jeunes femmes de nos programmes sont intervenues au cours de ce sommet, organisé par le gouvernement du Niger, qui portait sur l'élimination des pratiques néfastes comme le mariage des enfants et la mutilation génitale féminine.



Garantie européenne pour l'enfance

SOS Villages d'Enfants a veillé à ce que les besoins spécifiques des enfants privés de prise en charge parentale et des familles au bord de la rupture soient pris en compte par cette initiative politique majeure de l'Union européenne.



Boîte à outils

Une boîte à outils sur la participation des enfants et des jeunes dans les activités de plaidoyer a été créée avec la participation de plus de 300 enfants et jeunes ayant vécu une prise en charge dans plus de 20 associations membres [\[disponible ici\]](#).

Exemples de changements de politique

Colombie

Interdiction des châtiments corporels. SOS Villages d'Enfants a apporté des conseils techniques pour l'élaboration de la Loi colombienne 2089 de 2021 portant sur l'interdiction des châtiments corporels, humiliants ou dégradants sur les enfants et adolescents.

Belgique

Maintien des fratries. Avec nos partenaires, nous avons mené une campagne fructueuse en faveur de la « Loi sur les frères et sœurs », qui inscrit dans la loi le droit des enfants à ne pas être séparés de leurs frères et sœurs lorsqu'ils sont placés en prise en charge de remplacement, tant que c'est dans leur intérêt supérieur.

Bosnie-Herzégovine

Reconnaissance des services de prévention. Au sein d'un groupe de travail national, nous avons pesé pour que le soutien des familles soit reconnu comme un service social dans un nouveau projet de loi. Celui-ci devrait être approuvé formellement sous peu et l'élaboration de standards de qualité est prévue pour l'année prochaine.

Plaidoyer

Témoignage

© Lama Qattush | Palestine

À 18 ans, Maya est membre du Conseil palestinien des enfants. Elle a commencé ses activités de plaidoyer au sein de SOS Villages d'Enfants, en participant à des sessions d'information sur la protection et la sauvegarde des enfants. Elle rêve de devenir avocate et lutte sans répit pour les droits des enfants, et en particulier pour l'amélioration des perspectives des jeunes filles en termes d'éducation et d'emploi.

1 900

jeunes impliqués dans des actions de plaidoyer en 2021

« Lorsque les décideurs nous entendent directement parler de ce qui nous préoccupe, ils y accordent plus d'importance. »

Faire entendre la voix des jeunes

Maya, Palestine

« Chaque jour, les filles et les femmes continuent d'être discriminées, désavantagées et victimes de violences sur la base de leur genre. Aucun pays n'a réussi à atteindre l'égalité entre femmes et hommes. En Palestine, les filles sont confrontées à de nombreuses difficultés, et sont notamment privées de leur droit à participer et à donner leur avis. J'ai réussi à décrocher un diplôme au lycée et à étudier à l'université, mais toutes n'ont pas cette chance. »

« L'accès à l'éducation et aux services de santé et le droit de s'exprimer doivent être les mêmes pour tout le monde. Nous devons nous adresser à tous les enfants, indépendamment de leur genre, sous peine de leur nuire psychologiquement et de nuire à leur avenir. En tant que membre du Conseil palestinien des enfants, j'ai participé à la « Déclaration pour des écoles sûres », qui demande la fin des violences et du harcèlement et encourage l'éducation des filles et des enfants. Je voudrais que toutes les filles de mon pays puissent jouir de leur droit à l'éducation et avoir accès aux opportunités qui les aideront à se construire et à réaliser leurs objectifs. Enfin, je crois que c'est une bonne chose que nous, les enfants, puissions rencontrer les décideurs et leur parler, car je pense que lorsqu'ils nous entendent directement parler de ce qui nous préoccupe, ils y accordent plus d'importance. »

Promouvoir l'utilisation des données

Les données de qualité sont indispensables à une politique efficace et fondée sur des preuves. Pour nous, lorsque nous menons des programmes et lorsque nous plaçons pour des changements politiques, il est fondamental que nos interventions reflètent les besoins de notre groupe cible et que nous suivions nos progrès dans l'atteinte d'objectifs mondiaux comme les Objectifs de développement durable.

Les enfants privés de prise en charge parentale ou risquant d'en être privés sont souvent oubliés des statistiques internationales. Leur quotidien peut être difficile à suivre : beaucoup vivent dans des pays dont les systèmes de suivi des enfants sont souvent lacunaires ; les enfants vivant en institution ne sont pas inclus dans les enquêtes sur les ménages, qui servent de base aux cadres mondiaux de suivis statistiques ; et il est rare que les données collectées soient analysées ou désagrégées, ce qui signifie que nous devons souvent nous contenter d'estimations¹.

En 2011, SOS Villages d'Enfants a entrepris de combler ces lacunes au niveau des données avec sa Base de données des programmes (BDP2). La BDP2 est un système informatique intuitif qui enregistre les données de plus d'un million de personnes dans plus de 100 pays et territoires. C'est la seule source de statistiques sur les participants à nos programmes à l'échelle de la fédération et c'est probablement l'ensemble de données le plus complet au monde sur les enfants bénéficiant d'une prise en charge de remplacement. Ces dernières années, ce système a suscité l'intérêt de gouvernements, d'experts en conception de programmes et d'universitaires, mais aussi de partenaires de financement et de donateurs, qui ont besoin de données de grande qualité pour prendre leurs décisions.

C'est essentiellement un système de gestion des dossiers, destiné à être utilisé par les travailleurs sociaux sur le terrain. Lorsqu'un enfant ou une famille arrive dans l'un de nos programmes, son bien-être est mesuré sur huit axes : prise en charge, protection et inclusion sociale, éducation et compétences, hébergement, sécurité alimentaire, santé physique, moyens de subsistance, et bien-être social et émotionnel. Cette évaluation est conservée en toute sécurité dans la base de données et, lorsque c'est possible, actualisée tous les ans. Cela nous permet de suivre nos progrès au fil du temps et de vérifier que nous atteignons les résultats visés pour les individus et leur famille. Par exemple, en mesurant le taux NEET (voir page 30) dans la BDP2, nous pouvons mesurer les effets de nos activités en faveur de l'emploi des jeunes.

Avant la mise en place de la BDP2, les données de terrain étaient collectées sur papier et les informations n'étaient pas centralisées. Désormais, le système permet de saisir les données collectées sur tablette, même dans les zones rurales sans connexion Internet stable. L'un des temps forts de 2021 a été la conclusion d'un accord avec notre nouvelle entreprise partenaire, Heimstaden, qui s'est engagée à accompagner nos efforts en matière d'utilisation des données et à financer la distribution de tablettes et de formations aux compétences numériques.

À l'heure actuelle, les données contenues dans la BDP2 concernent essentiellement nos programmes de prise en charge de remplacement et de renforcement de la famille. À mesure que nous la déployons, nous voulons commencer à inclure les personnes soutenues par le biais de nos actions humanitaires dans les situations d'urgence et les personnes que nous touchons indirectement.



2021

en détail

Cette section donne plus d'informations sur nos interventions, y compris un aperçu de nos résultats financiers et des statistiques de nos programmes, sans oublier les partenariats qui ont rendu notre travail possible.

En cette deuxième année de pandémie, le nombre de personnes touchées a à nouveau augmenté et nous avons ouvert un nouveau chapitre dans notre approche de la sauvegarde.

138

pays et territoires
couverts par notre
travail





Sauvegarde

Notre engagement à offrir à chacun un environnement sûr et stimulant guide chacune de nos actions. Notre conception de la sauvegarde va au-delà des enfants et des jeunes participant à nos programmes et concerne chaque personne qui interagit avec nous, y compris notre personnel, les membres des communautés et nos partenaires.

En juin 2021, nous avons publié un rapport sur l'analyse indépendante de la situation en matière de sauvegarde de l'enfant, qui a marqué un tournant pour notre organisation. Nous avons demandé cette analyse pour étudier des incidents passés en matière de sauvegarde de l'enfant et améliorer nos pratiques. Le rapport qui en a découlé a réaffirmé l'importance d'adopter une approche globale de la sauvegarde pour renforcer la culture de notre organisation et de traiter les causes profondes de nos échecs passés.

Une seule personne suffit pour commettre un acte de maltraitance, mais il faut toute une communauté pour l'en empêcher. Grâce à notre engagement envers une sauvegarde globale, nous nous assurons que chacun puisse comprendre la sauvegarde, limiter les risques de survenue d'un incident, réagir et signaler rapidement ses inquiétudes, prendre ses responsabilités en cas d'échec et soutenir toutes les personnes lésées. De plus, une sauvegarde globale doit tenir compte d'autres éléments interconnectés, comme la qualité des programmes, la sauvegarde des ressources et la création d'un environnement globalement sûr pour tous.

En réponse au rapport de l'analyse indépendante de la situation en matière de sauvegarde de l'enfant, nous avons élaboré un plan d'action en matière de sauvegarde en 24 actions, qui seront mises en œuvre sur une période de quatre ans (2021–2024). Notre premier rapport de progrès, qui couvrait huit actions prioritaires, a été publié en octobre 2021, et le second a suivi en avril 2022.

Notre priorité immédiate a été d'apporter une aide aux personnes victimes d'anciens échecs en matière de sauvegarde. Notre système de médiation, élaboré à partir des contributions de notre groupe consultatif sur la jeunesse, continue de progresser. La Commission spéciale indépendante, mise sur pied pour traiter les incidents passés et renforcer nos pratiques de gouvernance et de reddition de comptes, partagera son rapport final fin 2022. Nous sommes également à pied d'œuvre pour transformer les normes, les valeurs et les attitudes qui ont contribué par le passé à des échecs à tous les niveaux de la direction.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport de progrès du plan d'action en matière de sauvegarde, disponible sur notre [site Web international](#). Nous continuerons de rendre compte en toute transparence de notre progression dans l'application de ce plan, en plus de notre rapport annuel sur la sauvegarde de l'enfant et de notre rapport annuel sur les incidents de corruption.

Rapport financier

Les données financières de notre fédération (voir page 48) reflètent l'ensemble harmonisé des rapports transmis par nos associations membres et par notre organisation fédératrice, SOS Villages d'Enfants International. Ces rapports font l'objet d'un audit annuel par des auditeurs indépendants et reconnus à l'échelle internationale, mené d'après des normes de comptabilité reconnues à l'échelle nationale.

Revenus de la fédération

En 2021, notre fédération a eu pour priorité d'atténuer les effets de la pandémie sur les participants à nos programmes et sur la mise en œuvre rapide de notre plan d'action en matière de sauvegarde (voir page 44). Nous remercions nos soutiens pour leur incroyable loyauté et pour la confiance qu'ils nous ont accordée.

Nos revenus globaux ont augmenté de 6 %, une croissance observée sur tous les continents. Les dons ont augmenté de 7 % et les subventions gouvernementales de 6 %. Ces résultats s'expliquent par une base de soutiens diversifiée et les très bons résultats de nos membres. La croissance a été observée dans tous les domaines et nous avons retrouvé les niveaux d'avant la pandémie pour ce qui concerne l'acquisition de nouveaux donateurs ; poursuivi notre expansion et nos résultats en ligne ; et enregistré une augmentation considérable des revenus issus de legs en Europe ainsi que des revenus issus de donateurs majeurs, d'entreprises et d'institutions. Ces améliorations, combinées avec des partenariats forts et le soutien de gouvernements partout dans le monde, nous ont permis d'augmenter le nombre d'enfants, de jeunes et de familles atteints par nos programmes.

Dépenses de la fédération

Après une baisse globale des dépenses au cours de la première année de covid-19, les dépenses totales ont augmenté de 4 % en 2021, principalement en raison de dépenses ciblées pour des activités de réponse à la covid-19 et des interventions auprès des communautés. L'augmentation a été la plus forte en Afrique, avec une hausse des dépenses totales de 7 %, suivie par l'Europe et l'Asie et Océanie avec 4 %.

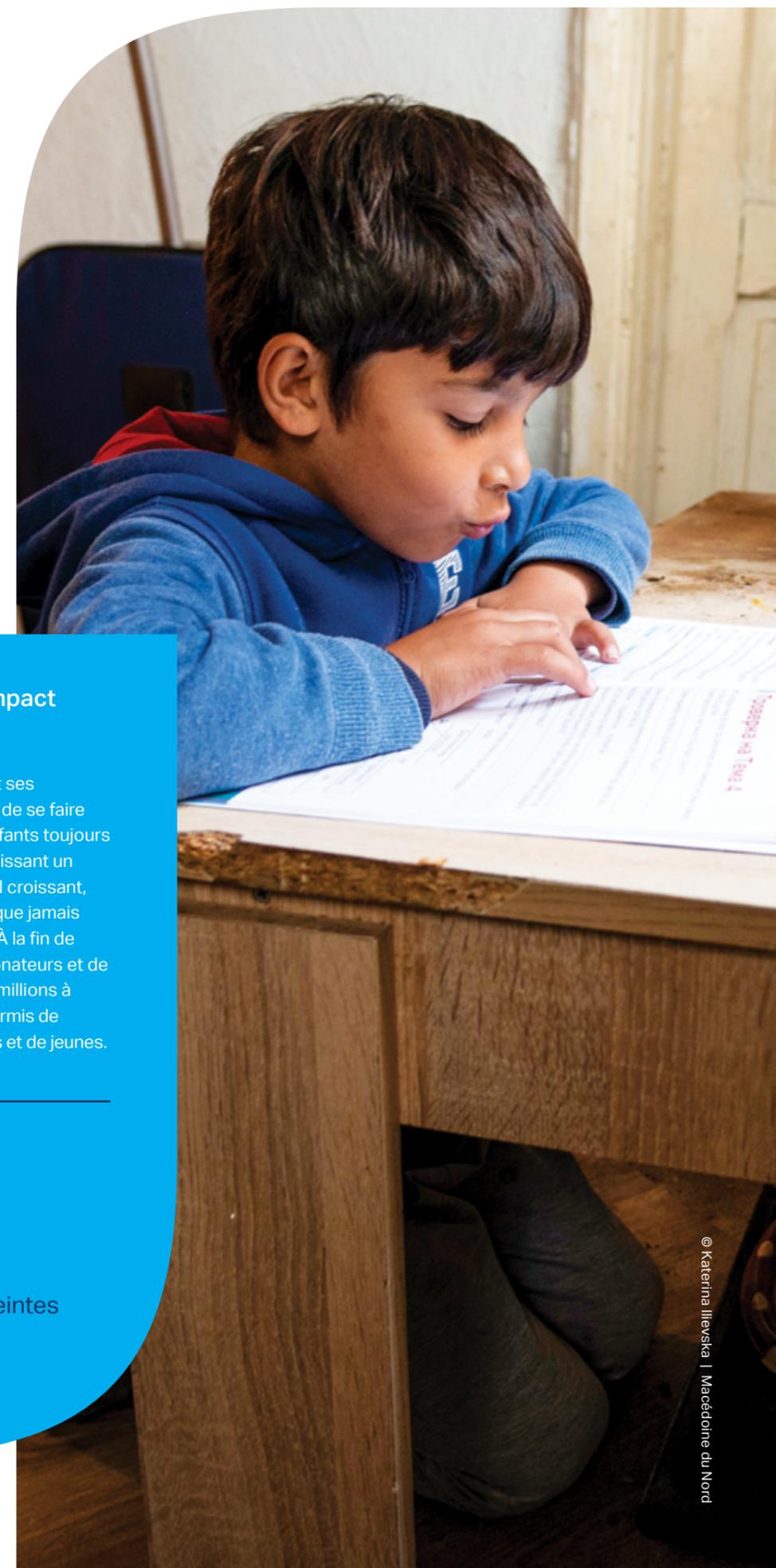
Nos dépenses ont augmenté de 8 % pour les programmes de renforcement de la famille, de 18 % pour les soutiens d'urgence et de 15 % pour les interventions auprès des communautés. Proportionnellement, les dépenses ont également augmenté, de 9 %, pour le soutien des programmes nationaux et internationaux. Nos dépenses de construction ont continué de baisser en 2021, car des retards au niveau de projets et d'investissements ont entraîné une baisse des dépenses de 6 % sur ce poste.

Ensemble pour un impact maximal

La pandémie de covid-19 et ses répercussions ont continué de se faire sentir en 2021. Avec des enfants toujours confinés et des familles subissant un stress économique et social croissant, nous avons eu besoin plus que jamais de l'aide de nos donateurs. À la fin de l'année, notre nombre de donateurs et de soutiens était passé de 4,2 millions à 4,4 millions, ce qui nous a permis de toucher davantage d'enfants et de jeunes.

8 %

de personnes supplémentaires atteintes dans le monde



Données financières

Revenu		Montants en milliers d'euros ¹		
	2019	2020	2021 préliminaire ²	% d'évolution 2020-2021
Donateurs ponctuels	337 976	347 278	373 676	8 %
Parrainages/dons réguliers	314 302	312 288	329 377	5 %
Donateurs majeurs	28 821	28 373	34 232	21 %
Fondations et œuvres caritatives	42 106	38 543	38 572	0 %
Entreprises donatrices	55 988	49 748	56 992	15 %
Subventions gouvernementales pour programmes nationaux	452 332	463 544	491 867	6 %
Financement institutionnel	38 996	33 108	33 217 ³	0 %
Appels aux dons (crises et urgences)	2 287	6 542	7 399	13 %
Autres revenus ⁴	117 967	111 467	104 299	-6 %
TOTAL DU REVENU	1 390 774	1 390 890	1 469 631	6 %

Dépenses		Montants en milliers d'euros ¹		
	2019	2020	2021 préliminaire ²	% de d'évolution 2020-2021
Prise en charge de remplacement	579 640	573 361	591 776	3 %
Renforcement de la famille	116 354	121 222	130 906	8 %
Éducation	143 160	139 547	140 135	0 %
Autres activités ⁵	35 646	32 588	37 622	15 %
Services de santé	13 467	14 191	14 943	5 %
Intervention d'urgence	11 220	10 624	12 534	18 %
Construction et investissements	44 263	40 153	37 785	-6 %
Soutien à la mise en œuvre des programmes par les associations	114 744	93 945	102 713	9 %
Coordination internationale et soutien aux programmes	48 775	44 287	48 200	9 %
Travail d'information et de collecte de fonds, gestion administrative dans les associations d'appui et de soutien ⁶	205 576	207 369	217 611	5 %
DÉPENSES TOTALES	1 312 845	1 277 287	1 334 225⁷	4 %

¹ Du fait des arrondis, les chiffres totaux peuvent ne pas s'additionner correctement.

² Ces chiffres (du 12 mai 2022) sont considérés comme étant des prévisions, car les données finales et auditées des associations membres ne seront disponibles qu'au 30 septembre 2022.

³ Ce chiffre représente le montant de subventions effectivement transféré et affecté à des opérations spécifiques ; en 2021, les membres de SOS Villages d'Enfants International ont géré au total un volume de 108 millions d'euros de projets financés par des bailleurs institutionnels.

⁴ Englobe le revenu opérationnel des écoles, jardins d'enfants, infrastructures sanitaires et autres, des événements organisés et du merchandising, ainsi que les intérêts et autres revenus financiers.

⁵ Englobe la sensibilisation des communautés et l'éducation aux droits de l'enfant, le soutien à l'intégration, les camps de vacances et les bus récréatifs.

⁶ Les associations d'appui et de soutien sont des associations qui collectent des fonds pour les programmes internationaux ; certaines gèrent aussi des programmes nationaux.

⁷ Les données financières présentées ici représentent les recettes et les dépenses rapportées par toutes les associations. L'excédent en 2020 et 2021 est supérieur aux années précédentes, notamment parce que beaucoup d'associations membres se sont montrées prudentes en termes de dépenses pendant la pandémie.

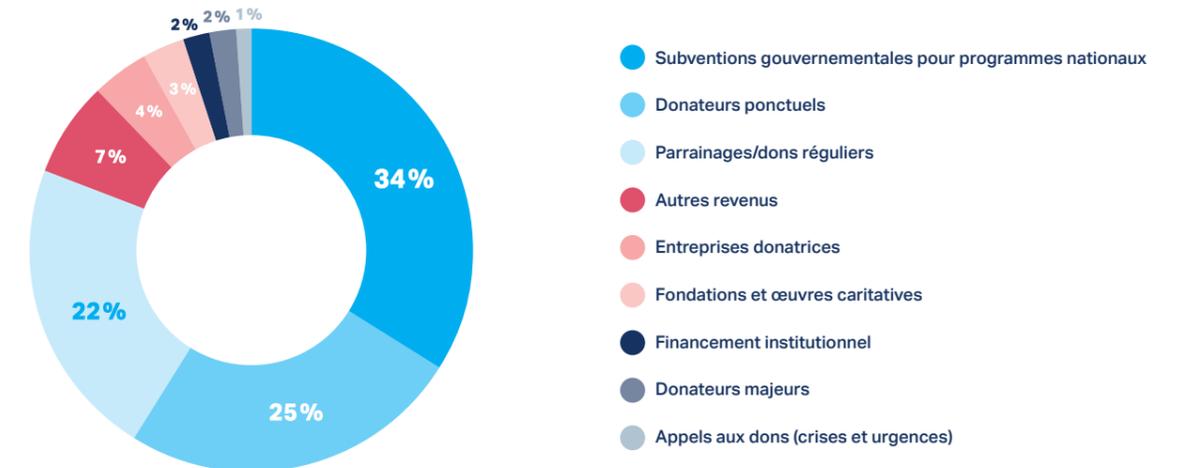
Reddition de comptes

En tant que membre de Accountable Now et du International Civil Society Centre, notre organisation prend ses obligations dans le domaine de la transparence et de la reddition de comptes très au sérieux. Notre approche s'appuie sur notre document de politique *Standards de qualité pour une gestion compétente et responsable*. Nos activités et avancées dans ce domaine sont reprises dans nos rapports réguliers transmis à Accountable Now, accessibles à tous.

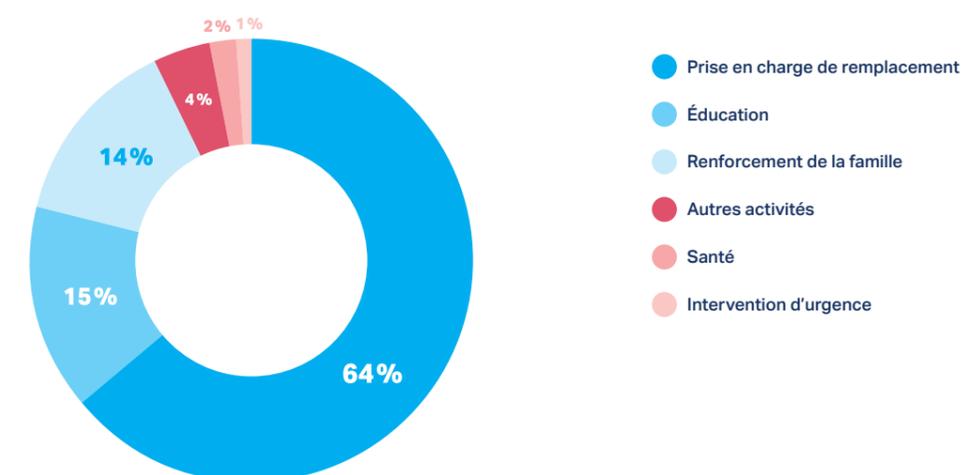


SOS Villages d'Enfants applique une approche de tolérance zéro dans le domaine de la fraude et de la corruption. Nos *Directives relatives à la lutte contre la fraude et la corruption* visent à aider toutes les associations, les membres des comités directeurs et les employés dans la prévention et la gestion des potentiels problèmes de corruption. Le rapport d'audit financier détaillé de SOS Villages d'Enfants International est disponible sur notre site Internet international, qui liste également des liens vers les sites Internet de toutes nos associations membres.

Total des revenus par type de revenu¹



Dépenses par type de programme¹



Statistiques des programmes

SOS Villages d'Enfants est une fédération mondiale d'associations membres implantées à l'échelle locale. Les services proposés par nos programmes, adaptés aux besoins spécifiques de chaque communauté, sont conçus pour aider les enfants et les jeunes privés de prise en charge parentale, ou risquant d'en être privés. Ces statistiques sont tirées de la reddition de comptes des associations locales et reflètent les services fournis par nos programmes pour l'année calendaire 2021.

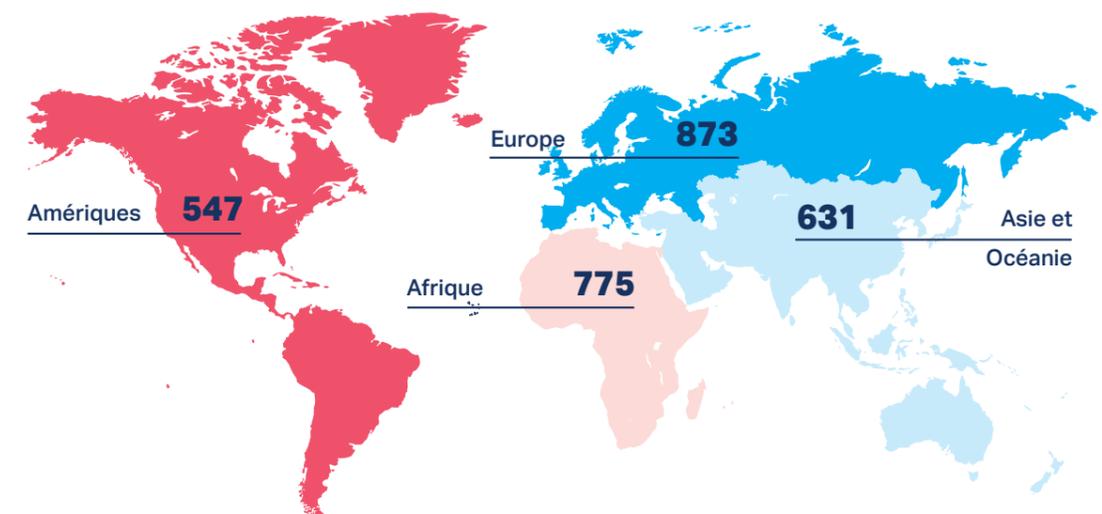
Individus atteints					
	AFRIQUE	AMÉRIQUES	ASIE ET OCÉANIE	EUROPE	TOTAL
PRISE EN CHARGE DE REMPLACEMENT					
<i>Enfants et jeunes</i>					
Prise en charge de type familial	13 700*	5 100	15 700	3 800	38 300
Prise en charge des jeunes	8 400	2 500	8 200	2 900	22 000
Prise en charge par une famille d'accueil	800	900	0	3 300	5 000
Hébergement en petits groupes	300	100	100	1 100	1 600
Autre prise en charge de remplacement ¹	300	600	100	100	1 100
TOTAL	23 500	9 200	24 100	11 200	68 000
PRÉVENTION					
<i>Enfants, jeunes et adultes</i>					
Renforcement de la famille	214 100	33 400	124 400 ²	83 500	455 400
FORMATION					
<i>Enfants, jeunes et adultes</i>					
Prise en charge et développement de la petite enfance	8 900	10 600	5 200	3 500	28 200
Éducation primaire et secondaire	54 600	6 400	44 300	57 300	162 600
Entrepreneuriat, emploi et formation	3 800	1 700	2 500	4 200	12 200
TOTAL	67 300	18 700	52 000	65 000	203 000
AUTRES ACTIVITÉS³					
<i>Enfants, jeunes et adultes</i>					
	51 800	3 300	-	2 300	57 400
SANTÉ					
<i>Enfants, jeunes et adultes</i>					
Prévention et promotion de la santé	43 700	0	0	1 100	44 800
Hôpital SOS pour la mère et l'enfant, Somalie	256 000	-	-	-	256 000
TOTAL	299 700	0	0	1 100	300 800
INTERVENTION D'URGENCE					
<i>Enfants, jeunes et adultes</i>					
	138 300	12 700	3 800	37 600	192 400
TOTAL GÉNÉRAL	794 700	77 300	204 300	200 700	1 277 000

¹ Englobe la prise en charge dans les dispositifs de transition pour les mineurs réfugiés non accompagnés en attente d'une décision judiciaire, ainsi que le soutien aux autres prestataires de services ayant pour objectif d'améliorer la qualité de la prise en charge qu'ils proposent.

² Inclut les 1 000 personnes touchées par le projet de renforcement des familles financé par Hermann-Gmeiner-Fonds Deutschland en Irak, géré par un partenaire (Better World Organization).

³ Englobe la sensibilisation des communautés et l'éducation aux droits de l'enfant, le soutien à l'intégration, les camps de vacances et les bus récréatifs.

Programmes par continent



Programmes gérés					
	AFRIQUE	AMÉRIQUES	ASIE ET OCÉANIE	EUROPE	TOTAL
PRISE EN CHARGE DE REMPLACEMENT					
Prise en charge de type familial	151	124	165	99	539
Hébergement en petits groupes	13	12	8	64	97
Prise en charge par une famille d'accueil	19	20	1	43	83
Prise en charge des jeunes	118	103	206	276	703
Autre prise en charge de remplacement	4	38	4	11	57
TOTAL	305	297	384	493	1 479
PRÉVENTION					
Renforcement de la famille					
	202	147	136	234	719
FORMATION					
Prise en charge et développement de la petite enfance					
	74	45	10	41	170
Éducation primaire et secondaire					
	85	9	58	27	179
Entrepreneuriat et emploi					
	35	17	28	37	117
TOTAL	194	71	96	105	466
AUTRES ACTIVITÉS					
	11	25	4	29	69
SANTÉ					
Prévention et promotion de la santé					
	14	1	1	3	19
Soins médicaux					
	33	0	8	2	43
TOTAL	47	1	9	5	62
INTERVENTION D'URGENCE					
	16	6	2	7	31
TOTAL GÉNÉRAL	775	547	631	873	2 826



Un grand merci

Nous sommes reconnaissants envers tous nos soutiens et partenaires dans le monde qui se sont engagés en faveur d'un véritable changement social pour les enfants et les jeunes. Nous remercions toutes les entités listées à la page suivante, ainsi que les milliers d'autres personnes qui rendent notre travail possible.

 **4,4 millions** de donateurs et soutiens dans le monde

En cette année à nouveau marquée par la covid-19, nous avons dû nous appuyer les uns sur les autres pour avancer. C'est également valable pour notre travail, qui n'aurait souvent pas été possible sans nos partenariats avec des gouvernements, des entreprises et des institutions du monde entier. Par nos initiatives et nos réseaux, nous avons continué de collaborer avec différents secteurs pour trouver des solutions innovantes et accroître notre impact, et nous avons enregistré une hausse de 5 % du nombre de donateurs et de soutiens.

Ces partenariats prennent différentes formes. Une bonne partie de notre soutien financier provient de dons plus ou moins importants effectués par des particuliers, dont certains donnent aussi de leur temps. Nous travaillons également en partenariat avec des universités pour mener des recherches, et avec d'autres organisations de protection de l'enfance sur des actions de plaidoyer, notamment pour transformer les systèmes de protection de l'enfant ou améliorer la qualité de la prise en charge de remplacement. Que nous participions à la création d'un nouveau projet avec une entreprise partenaire, que nous coopérons avec d'autres organisations pour influencer des documents politiques ou que nous collaborions avec des municipalités pour améliorer la situation des enfants à l'échelle locale, nous valorisons l'expertise, l'énergie et le point de vue extérieur de nos partenaires.

Et surtout, nous travaillons en partenariat avec les enfants, les jeunes et les familles auprès desquels nous intervenons, tant à l'échelle des programmes que dans des activités de plaidoyer et en soutenant leurs idées de changement. Cette année, nous avons poursuivi cette mission en accompagnant des initiatives lancées par des jeunes et en veillant à ce que les politiciens du monde entier entendent leur voix.

Ensemble, nous construirons un monde dans lequel chaque enfant pourra révéler sa force intérieure.

Heimstaden

NOUVEAU ! Partenariat international avec une entreprise

Heimstaden est une grande entreprise du secteur de l'immobilier qui s'est donné pour mission de simplifier et d'enrichir la vie de ses clients grâce à des maisons conviviales. À travers le partenariat « A Home for a Home » (Une maison pour une maison, en français), elle s'est engagée à faire don de 100 euros par an et par maison qu'elle possède. « Rien n'est plus important que d'offrir aux enfants une enfance sûre et heureuse », a déclaré Patrik Hall, PDG de Heimstaden. Ce partenariat finance des programmes existants de SOS Villages d'Enfants, mais également de nouveaux projets en cocréation, et vise à aider le plus grand nombre de jeunes possible grâce à un engagement à long terme et au partage d'objectifs communs, de savoirs et d'expertises. Par exemple, en République tchèque, Heimstaden fournit à des jeunes parents un logement pour les six premiers mois de la vie de leur enfant, période pendant laquelle les familles bénéficient également de l'aide de nos travailleurs sociaux. En 2021, les activités issues de ce partenariat ont permis de toucher plus de 35 000 enfants dans 20 pays.

PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX ET INTERGOUVERNEMENTAUX

Banque européenne d'investissement

Commission européenne

Direction générale pour la Justice et la consommation

Direction générale pour la Politique européenne de voisinage et l'élargissement

Direction générale pour la Protection civile européenne et l'aide humanitaire

Direction générale pour les Migrations et les affaires intérieures

Direction générale pour les Partenariats internationaux

Gouvernement de l'Allemagne

Ambassade d'Allemagne

Ministère fédéral de la Coopération économique et du développement (BMZ)

Gouvernement de l'Autriche

Agence autrichienne du développement (ADA)

État fédéral de Vorarlberg

État fédéral du Tyrol

Ministère fédéral des Affaires européennes et internationales

Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé, des Soins et de la Protection des Consommateurs

Gouvernement de l'Espagne

Province de Madrid

Province des Îles Canaries

Gouvernement de l'Islande

Ministère des Affaires étrangères

Gouvernement de l'Italie

Agence italienne de coopération pour le développement

Ministère de l'Intérieur

Ministère des Affaires sociales

Région de Calabre

Gouvernement de la Belgique

Bruxelles International

Ministère des Affaires étrangères,

du commerce extérieur et de la

coopération au développement (DGD)

Ville de Bruxelles

Wallonie-Bruxelles International (WBI)

Gouvernement de la Finlande

Centre de financement pour l'aide

sociale et les organisations sanitaires

Ministère des Affaires étrangères

Ministère des Affaires sociales et de la

Santé

Gouvernement de la France

Agence française de développement

(AFD)

Ambassade de France

Ministère des Affaires étrangères

Gouvernement de la Norvège

Agence norvégienne de coopération

pour le développement (NORAD)

Direction de l'enfance, de la jeunesse et

de la famille (BUFDIR)

Direction de l'intégration et de la

diversité (IMDI)

Ministère de la Santé et des Services

de soins

Gouvernement de la Suède

Agence suédoise pour la Jeunesse et la

Société civile

Ville de Botkyrka

Ville de Göteborg

Ville de Stockholm

Gouvernement de la Suisse

Secrétariat d'État aux Migrations

Gouvernement de Monaco

Département de la Coopération

internationale (DIC)

Gouvernement des Pays-Bas

Ministère des Affaires étrangères

Gouvernement du Canada

Fonds canadien d'action féministe

Gouvernement du Danemark

Agence danoise de développement

international (DANIDA)

Gouvernement du Honduras

Secrétaire du développement et de la

sécurité sociale

Gouvernement du Luxembourg

Ministère des Affaires étrangères et

européennes

Gouvernement du Maroc

Nations unies

Bureau de la coordination des affaires

humanitaires des Nations unies (OCHA)

Fonds et programmes

Fonds international de secours à

l'enfance des Nations unies (UNICEF)

Haut-Commissariat des Nations unies

pour les réfugiés (UNHCR)

ONU-Femmes

Organisation internationale du Travail (OIT)

Organisation internationale pour les

migrations (OIM)

Pacte mondial des Nations unies

Programme alimentaire mondial (PAM)

Programme des Nations unies pour le

développement (PNUD)

FONDATIONS PARTENAIRES

Fondation Akelius

Fondation Balder

Fondation Bechgaard

Fondation Bernhard Waldinger

Fondation Big Heart

Fondation Captain Vassilis & Carmen

Constantakopoulos

Fondation Cariplo

Fondation Costas M. Lemos

Fondation Edith & Gotfred Kirk

Christiansen

Fondation Erik Thunes Legat

Fondation de France

Fondation de la famille Erling-Persson

Fondation de la famille Steel

Fondation de Luxembourg

Fondation du personnel Swissair pour

les enfants dans le besoin

Fondation Drzewo i Jutro

Fondation Gelsenwasser

Fondation Grieg

Fondation GS

Fondation Harry Hole

Fondation Hempel

Fondation Maestro Cares

Fondation Mapfre

Fondation Nine United

Fondation Nostos

Fondation Novo Nordisk

Fondation OAK

Fondation Obel Family

Fondation OK

Fondation Ole Kirk

Fondation Orange

Fondation Roi Baudouin

Fondation S&P Global

Fondation Signe Marie

Fondation SOL

Fondation Stavros Niarchos

Fondation Subczynski

Fondation Sus Buenos Vecinos

Fondation SWISS pour les enfants

Fonds de bienfaisance Intesa Bank

Institute Circle

Loterie Dutch Postcode

National Lottery Community Fund

Organisation caritative Leona M. et Harry B.

Helmsley

PDFoundation

Stiftelsen Radiohjälpen

Stiftung Kinderhilfe

Stiftung zur Unterstützung der SOS

Kinderdörfer-Liechtenstein

ENTREPRISES PARTENAIRES MAJEURES SUR LE LONG TERME

Action

Adidas AG

Aegean Airlines

AkzoNobel

Allen & Overy

Allianz

Apotea

AstraZeneca

Beiersdorf

Bel : La Vache Qui Rit®

Bertelsmann SE & Co. KGaA

CEWE Stiftung & Co. KGaA

Clarins

Dr. August Oetker

Dufry International

Fondation Johnson & Johnson

Fondation Western Union

Gekås Ullared

GodEI / GoodCause

Groupe Deutsche Post DHL

Heimstaden

Hemköpskedjan

Hilti

HOFER

HSBC

IKEA

Interquell GmbH (Happy Dog)

INTERSPAR

Kaufland

KFC Social Responsibility Trust Fund

Kröswang Gesellschaft m.b.H.

M&G plc.

MAN

Marriott International

Mars Sverige

Mars Wrigley Confectionery

MAX Burgers

McDonald's

Norsk Postkodelotteriet

OBOS

OTP Group / DSK Bank

Postcode Lotterie DT

Procter & Gamble

Radisson Hotel Group

Samruk-Kazyna Trust

Schmidt Groupe

Siegwerk Druckfarben

Société Générale

Svenska Postkodlotteriet

Swedbank Robur

Swisscom

Swiss International Air Lines

Transat

UniCredit Bank Austria AG

Vaillant GmbH

Vodafone Greece

Vorwerk SE & Co. KG

Xellia Pharmaceuticals

AUTRES PARTENARIATS

Accountable Now

Alliance européenne pour l'investissement en faveur des enfants

Better Care Network

Child Rights Connect

Children's Rights Action Group

Civil Society in Development (CISU)

Coalition mondiale de lutte contre la pauvreté des enfants

Comic Relief

Comité des ONG auprès de l'UNICEF

CONCORD

Conseil européen sur les exilés et les réfugiés (CERE)

EDUCO : Coopération internationale en faveur des enfants

Eurochild

Forum CIV

Forum de la société civile pour mettre fin à la violence à l'encontre des enfants

Fundamental Rights Platform

Generation Unlimited

Global Responsibility: Plateforme pour le développement et l'aide humanitaire

Initiative centreuropéenne

Initiative Decent Jobs for Youth

International Civil Society Centre

IsraAID

Joining Forces

Kinderrechten in Ontwikkelingsorganisaties

NL (KROS)

NetHope

Organisation internationale de la

francophonie (OIF)

Organisations volontaires de coopération

dans les situations d'urgence (VOICE)

Partenariat international pour éradiquer la

violence à l'encontre des enfants

PARTOS (y compris la plateforme Leaving No

One Behind)

Social Platform

Syndicat norvégien des fonctionnaires

municipaux et généraux

The NGO Major Group

Valdese Church



Pour en savoir plus sur les entreprises nationales partenaires, flashez ce QR code.

En 2021, SOS Villages d'Enfants International a œuvré en faveur des enfants et des jeunes dans 138 pays et territoires.

Les pays et territoires dans lesquels nous avons géré un programme d'intervention d'urgence en 2021 sont listés en **gras**.

Rejoignez-nous !



www.sos-childrensvillages.org

Afrique

Afrique du Sud
Algérie
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cameroun
Cap Vert
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
Eswatini
Éthiopie
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Liberia
Madagascar
Malawi
Mali
Maroc
Maurice
Mozambique

Namibie
Niger
Nigeria
Ouganda
République centrafricaine
République démocratique du Congo
Rwanda
Sénégal
Sierra Leone
Somalie
Somaliland
Soudan
Soudan du Sud
Tanzanie
Tchad
Togo
Tunisie
Zambie
Zanzibar
Zimbabwe

Amérique

Argentine
Bolivie
Brésil
Canada
Chili
Colombie
Costa Rica
El Salvador
Équateur
États-Unis
Guatemala
Haïti
Honduras
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
République dominicaine
Uruguay
Venezuela

Asie et Océanie

Arménie
Australie
Azerbaïdjan
Bangladesh
Cambodge
Chine
Corée du Sud
Émirats arabes unis
Géorgie
Hong Kong, Région administrative spéciale de Chine
Inde
Indonésie
Irak
Israël
Japon
Jordanie
Kazakhstan
Kirghizistan
Laos
Liban
Mongolie
Népal
Ouzbékistan
Pakistan
Palestine
Philippines
Polynésie française
Sri Lanka
Syrie
Taïwan, Chine
Thaïlande
Vietnam

Europe

Albanie
Allemagne
Autriche
Bélarus
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Chypre du Nord
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Grèce
Hongrie
Islande
Italie
Kosovo
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Macédoine du Nord
Norvège
Pays-Bas
Pologne
Portugal
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Russie
Serbie
Suède
Suisse
Ukraine

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :

